

*L'Adresse—M. J.-R. Roy*

● (1702)

Je n'ai rien contre ce produit autrichien sur mon bureau ou les produits japonais dans le hall. Pourtant, je suis persuadé que nous avons les capacités techniques pour mettre sur pied un système de télévision pour la Chambre conçu par des Canadiens, pour des Canadiens. J'ai cru bon de le signaler.

Il serait très facile au gouvernement de constituer un organisme formé de commerçants et de consommateurs qui formulerait et appliquerait une politique qui encouragerait les Canadiens à acheter des produits canadiens.

● (1703)

[Français]

Monsieur le président, je ne voudrais pas laisser passer cette occasion sans dire quelques mots au sujet du deuxième grand problème, non pas parce qu'il est le deuxième dans l'ordre mais parce que nous en avons bien deux. Nous avons au Canada présentement le problème de l'unité nationale. Ce problème existe également dans une circonscription comme la mienne qui est formée de 42 p. 100 de personnes d'expression française. On comprendra l'anxiété de ces gens à l'égard du gouvernement péquiste et de la proposition d'indépendance. A ce sujet, monsieur le président, je m'en tiens à ce qu'a dit le premier ministre et je me fie à lui. A mon avis, il n'y a au Canada aucune autre personne qui ait une idée plus juste de ce que doit être le Canada, il n'y a aucune personne que je connaisse ou que j'aie rencontrée depuis que je siège à la Chambre, ou même avant, qui a la compétence ou l'habileté nécessaires pour solutionner ce grave problème comme le premier ministre peut le faire.

Lorsque j'entends les discours prononcés à la Chambre et que je constate les positions prises par les chefs de l'opposition, sans vouloir les critiquer je me demande comment ces gens peuvent avoir une idée si peu juste et être si mal renseignés au sujet de la province de Québec et des Québécois. J'ai donc l'intention de faire tout ce qui est possible afin d'appuyer le très honorable premier ministre dans ses efforts. J'avais déjà commencé au mois d'avril, mais à cause de la maladie j'ai dû ralentir un peu. Cependant, j'ai l'intention de continuer dans cette voie depuis que j'ai recouvré la santé.

Aujourd'hui, il y a deux petites choses que j'aimerais mentionner. Premièrement, j'aimerais m'adresser aux gens du Québec et surtout au gouvernement péquiste du Québec. J'aimerais demander au gouvernement péquiste, et je comprends bien que peut-être il n'aimera pas ou ne portera pas trop attention à ma suggestion, mais j'aimerais lui demander de cesser s'il vous plaît de fausser les choses en ce qui concerne les Canadiens d'expression française qui ne sont pas au Québec. Je connais quelque chose dans ce domaine parce que je suis d'expression française d'une communauté de l'Ontario.

Si on écoute le premier ministre M. Lévesque, les autres ministres et les autres péquistes du Québec, on constate qu'ils nous prennent pour des gens qui sont complètement opprimés, dont les droits sont lésés majestueusement, qui ont des problèmes majeurs et insolubles dans la province d'Ontario. Je tiens à dire aux gens du Québec et surtout aux gens du gouvernement de Québec que c'est absolument faux. J'ai toute raison de croire que, dans certains milieux, très peu de Canadiens français ne jouissent peut-être pas de tous les droits dont ils devraient jouir. Mais la grande majorité des Canadiens français hors Québec demeurent dans des régions comme la

mienne, Timmins, comme Hearst, comme Sudbury, comme Ottawa, toutes des régions où nous jouissons absolument et parfaitement de tous les droits dont nous avons besoin, que nous désirons, et avec ces droits nous vivons notre vie dans notre langue, en français, sans négliger pour tout cela la communauté qui nous entoure. Au contraire, nous participons, et dans notre communauté et dans la communauté plus grande qui est celle de nos voisins ontariens, même s'ils ne sont pas d'expression française.

Alors j'aimerais que le parti québécois cesse de leurrer les gens de la province de Québec. Et si mes collègues de la province de Québec veulent m'inviter à aller chez eux et expliquer comment c'est chez nous aux gens de la province de Québec qui ne le savent pas, je le ferai avec joie. J'ai eu l'honneur de faire partie du comité sur la Constitution il y a quelques années, on s'en souviendra, monsieur le président, et à tout endroit où je suis allé, au Québec, je disais par exemple qu'à Timmins nous avons au moins 5,000 ou 6,000 élèves aux écoles élémentaires françaises, que nous avons au moins 2,000 élèves dans une école secondaire française, que une école bilingue, une école française, et tout cela sous la direction d'une Commission publique, non pas française, une Commission publique de toutes les langues, avec toutes les subventions et les droits de toutes les autres écoles publiques. Quand je disais cela à nos bons amis et à nos collègues, puis à nos cousins, parce que mon père et ma mère sont nés dans la province de Québec, si je n'y suis pas né moi-même, les gens étaient tous surpris, tout émerveillés même, on disait: Cela ne se peut pas que cela existe. Absolument!

Alors j'invite mes collègues à m'inviter si l'occasion se présente et il me fera plaisir d'aller dire aux gens de Québec, c'est entendu je n'ai pas la compétence de la langue de mes collègues et peut-être de beaucoup de gens à Québec, d'une autre façon je pense que je pourrai me faire comprendre. En Ontario je dirais que nous avons cessé certainement dans nos régions à nous où il y a une population substantielle d'expression française, je dirais qu'on a cessé de vivre dans le passé et de vivre l'histoire et de vivre les idéaux. Nous vivons plutôt, nous préférons vivre dans le présent et pour le futur. Je crois qu'à moins que nos amis de Québec fassent la même chose qu'il va être très difficile de résoudre le problème. Je crois que c'est une recommandation que je puis certainement faire et qui serait très valable.

Pour les gens de Québec eux-mêmes, sans parler de leur présent gouvernement péquiste qui, j'en suis convaincu, ne sera pas là pendant très longtemps, je les invite à venir à Timmins, je les invite de venir à Sudbury, de venir à North Bay, je les invite de venir voir ce qui se passe là, et de constater qui sont les menteurs, quels sont ceux qui répandent les mensonges dans la population. Ils seront à même de constater si ce sont les ministres québécois, si ce sont les députés québécois péquistes, ou si ce sont nous les gens qui venons de ces régions, qui vivons la situation et qui pouvons exactement mettre les choses au clair et vous dire exactement ce que c'est. Alors j'invite ces gens à venir nous visiter. Quand vous viendrez chez nous, vous serez certainement les bienvenus, et je peux vous dire que vous vous sentirez chez vous.

Je prends un exemple, monsieur le président, qui concerne ma région propre. Le printemps dernier, M. Bérubé, le ministre des Ressources naturelles du Québec, annonçait à son